

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver ci-joint mes réponses aux questionnaires que vous avez adressés aux candidats aux élections législatives.

### **"Quel état de la démocratie ?"**

Je partage tout-à-fait le constat que vous faites sur l'état de la démocratie dans notre pays. Il est un fait que les institutions actuelles ont éloigné le pouvoir du peuple, provoquant une grave crise démocratique. Le présidentielisme et la bipolarisation de la vie politique ont, en outre, été aggravés par l'inversion du calendrier électoral (élections législatives succédant à l'élection présidentielle). Pour restaurer une démocratie véritable, il est temps de fonder une nouvelle République.

Je me prononce pour une VI<sup>ème</sup> République parlementaire, sociale et participative. Je propose donc:

- le rétablissement de la primauté de l'assemblée nationale sur l'exécutif;
- une réforme profonde du Sénat pour qu'il devienne une chambre relais des collectivités locales et des initiatives citoyennes;
- l'établissement de la proportionnelle et de la parité pour toutes les élections;
- une limitation du cumul des mandats en nombre et dans le temps;
- le renforcement de la souveraineté directe du peuple (élaboration des lois, mise en oeuvre des grandes politiques publiques, gestion des collectivités territoriales...)
- la garantie d'un statut de l'élu dans toutes les collectivités, ainsi qu'un statut du bénévole;
- des droits nouveaux pour les salariés dans l'entreprise et la reconnaissance de la citoyenneté d'entreprise;
- la mise en place d'une citoyenneté de résidence permettant aux résidents extra-communautaires de bénéficier du droit de vote aux élections locales.
- l'abrogation de la réforme de 2010 des collectivités territoriales, une organisation de la décentralisation en fonction du principe de proximité, le développement des coopérations et l'autonomie des collectivités territoriales assurée, notamment, par une réforme de la fiscalité.

### **"Les étrangers comme boucs émissaires ?"**

L'immigration zéro est un mythe qui divise et affaiblit notre pays. Pour des motivations diverses, les flux migratoires se développent dans le monde. La présence des immigrés en France n'est pas un problème ; notre pays ne doit pas mépriser l'immense apport humain et matériel qu'ils lui ont déjà apporté. Il faut donc mener des politiques qui ne soient pas guidées par l'obsession du refoulement des étrangers. Je propose :

- le rétablissement de la carte unique de 10 ans et le droit au regroupement familial;
- l'abrogation des lois sur l'immigration, adoptées par la droite depuis 2002, et une refonte du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA);
- la régularisation des sans-papiers, la décriminalisation du séjour irrégulier et la fermeture des centres de rétention;
- le respect du droit d'asile, déconnecté des politiques migratoires;
- un nouveau Code de la nationalité, fondé sur le respect du droit du sol dès la naissance et sur un droit à la naturalisation à partir de cinq ans de résidence;
- la ratification par la France de la *Convention des Nations Unies sur les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille*;
- la mise en place d'une citoyenneté de résidence permettant aux résidents extra-communautaires de bénéficier du droit de vote aux élections locales.

Espérant avoir répondu avec suffisamment de précision aux nombreuses questions posées par vos courriers, je vous prie de recevoir mes salutations les meilleures.

Jacques GUIARD  
Candidat Front de Gauche - PCF  
aux élections législatives  
5<sup>ème</sup> circonscription Royan Ouest